

**DECISION 14 DC DU
16 FEVRIER 1993**

**ASSOCIATION DES JOURNALISTES DU BENIN (A.J.B.)
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE**

**CONTROLE DE CONSTITUTIONNALITE. CHOIX DES MEMBRES DE LA HAUTE AUTORITE DE L'AUDIOVISUEL ET DE LA COMMUNICATION (H.A.A.C.) PAR LE BUREAU DE L'ASSEMBLEE NATIONALE. INTERPRETATION DES DISPOSITIONS DE LA LOI ORGANIQUE SUR LA HAAC
DECLARATION DE NON CONFORMITE A LA CONSTITUTION.**

L'article 117 de la Constitution énumère les matières sur lesquelles la Cour Constitutionnelle doit statuer obligatoirement.

La Cour Constitutionnelle est garante de l'application exacte de la Constitution et la plus Haute Juridiction de l'Etat en matière constitutionnelle.

Le Haut Conseil de la République (HCR) exerçant, conformément à l'article 159 alinéa 3 de la Constitution du 11 Décembre 1990, les attributions dévolues à la Cour Constitutionnelle jusqu'à l'installation des Institutions nouvelles ;

SAISI

1°) le 25 Novembre 1992 par l'Association des Journalistes du Bénin (A.J.B.) pour voir déclarer inconstitutionnel le choix fait par le Bureau de l'Assemblée Nationale des membres de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC).

2°) le 30 Novembre 1992 par lettre n° 278-C/PR/CAB du Président de la République, Chef de l'Etat, pour voir clarifier et fixer la compréhension que l'on peut avoir relativement à la nomination des trois membres de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication faite par le Bureau de l'Assemblée Nationale ;

- Vu la Constitution du 11 Décembre 1990 ;
- Vu la Loi Organique n° 92-021 du 21 Août 1992 ;

Les rapporteurs :

* Maître Grâce d'ALMEIDA ADAMON

* Maître Rachid MACHIFA

ayant été entendus.

Sur les moyens de saisine du Haut Conseil de la République
siégeant en qualité de Cour Constitutionnelle

Considérant que l'Association des Journalistes du Bénin sollicite que la Cour Constitutionnelle statue sur l'inconstitutionnalité de l'interprétation faite par le Bureau de l'Assemblée Nationale de la Loi Organique n° 92-021 du 21 Août 1992 et de la Constitution du Bénin en ses articles 24, 142 et 143 ;

Considérant que le choix des trois personnes nommées par le Bureau de l'Assemblée Nationale a été fait sur la base de leur appartenance et alliance politique identique à ceux du Bureau de l'Assemblée Nationale et qu'en sus, ces personnes à savoir :

- Tiamiou ADJIBADE, Diplomate, ancien Ministre, ancien Ambassadeur, Député suppléant sur la liste de Monsieur Adrien HOUNGBEDJI (P.R.D.) ;

- Docteur Achille MASSOUGBODJI, Professeur Agrégé de Parasitologie, membre du P.S.D. ;

- Monsieur Paulin TIKANDE, Administrateur Civil et membre de l'A.D.P.

n'ont aucune expérience en matière de Communication et de Presse ;

Considérant que le deuxième requérant, le Président de la République, Chef de l'Etat a sollicité qu'il soit donné les qualités essentielles que doivent revêtir les personnes devant être membres de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication en fonction des nominations déjà faites par le Bureau de l'Assemblée Nationale.

Sur la compétence du Haut Conseil de la République siégeant en qualité de Cour Constitutionnelle

Considérant que si l'article 117 de la Constitution donne les matières sur lesquelles la Cour Constitutionnelle doit statuer obligatoirement, il n'en demeure pas moins qu'elle est le garant de l'application exacte de la Constitution, étant la plus haute juridiction de l'Etat en matière constitutionnelle comme en dispose l'article 114 de ladite Constitution ;

Considérant que parmi les moyens dont dispose la Cour pour vérifier la constitutionnalité figurent les techniques d'interprétation qui sont le principal moyen de contrôle ;

Considérant en effet que pour se prononcer sur la conformité des dispositions de la Constitution, la Cour dispose d'un instrument obligé et nécessaire à l'exercice de sa mission qui est l'interprétation ;

Considérant qu'il s'ensuit que le Haut Conseil de la République siégeant en qualité de Cour Constitutionnelle est compétent pour statuer sur l'inconstitutionnalité de l'interprétation faite par le Bureau de l'Assemblée Nationale à propos de la nomination des membres de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication et ce, eu égard à la Constitution, à la Loi Organique et à l'esprit de la Loi ;

Sur l'interprétation du Haut Conseil de la République

Considérant que la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication a été inscrite dans la Constitution aux articles 24, 142 et 143 ;

Considérant que l'esprit qui a prévalu à l'instauration d'une telle Institution résulte indubitablement de la confiscation de la liberté de Presse par l'ancien régime et ce, pendant plusieurs années ;

Considérant que c'est en fonction des articles précités que la Loi 92-021 du 21 Août 1992, relative à la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication a été promulguée ;

Considérant que les articles 4 et 5 de la Loi Organique 92-021 font de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication une Institution indépendante de tout pouvoir politique, de tout parti politique, association ou groupe de personnes de quelque nature que ce soit et qu'en sus des attributions précises lui ont été conférées pour garantir et assurer la liberté de presse ;

Considérant que pour assurer le bon fonctionnement d'une si haute Institution dont le mandat est de cinq ans, il importe que la nomination de ses membres soit faite avec objectivité, impartialité et rigueur ;

Considérant en effet, que dans le préambule de la Constitution du Bénin, il est écrit entre autres : " Réaffirmons notre opposition fondamentale à tout régime politique fondé sur l'arbitraire, la dictature, l'injustice, la corruption, la concussion, le népotisme, la confiscation du pouvoir et le pouvoir personnel " ;

Considérant par ailleurs, que la Cour ne saurait en aucun cas adopter l'interprétation de l'Association des Journalistes du Bénin, consistant à dire que la Haute Autorité doit être quasiment monopolisée par des professionnels de la Communication ;

Considérant que cette interprétation est contraire à l'article 16 de la Loi Organique 92-021 du 21 Août 1992 ;

DECIDE :

Article 1^{er}. - Sont déclarées non conformes à l'esprit de la Constitution et à la Loi 92-021 du 21 Août 1992 les nominations des membres de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication faites par le Bureau de l'Assemblée Nationale en date du 16 Novembre 1992.

Article 2. - Dit que la Loi 92-021 du 21 Août 1992 doit être complétée en son article 15 quant aux conditions à remplir par les personnes à nommer et par le Bureau de l'Assemblée Nationale et par le Président de la République.

Article 3. - Dit que la refonte dudit article doit tenir compte de l'interprétation incluse dans la présente décision.

Article 4. - La présente Décision sera publiée au *Journal Officiel* de la République du Bénin.

Délibéré en sa séance du 16 Février 1993.

*Le Président du Haut Conseil de la République,
siégeant en qualité de Cour Constitutionnelle,
Mgr Isidore de SOUZA.*